



ARCHIVES DU SÉNAT

INVENTAIRE DES PROCÈS-VERBAUX DES COMMISSIONS SÉNATORIALES *AD HOC*

Les documents décrits ci-dessous ont été numérisés et mis en ligne sur le site internet du Sénat à l'occasion de la commémoration du [Centenaire de la Grande Guerre](#).

Contact : archives@senat.fr

PRESENTATION DES COMMISSIONS *AD HOC*

Les modalités d'examen d'un projet ou d'une proposition de loi par les commissions *ad hoc* sont fixées par le Règlement du Sénat de 1876, et prévalent jusqu'à la réforme du Règlement du Sénat en 1921. Tout sénateur appartient alors à l'un des neuf Bureaux, chargés, après une première discussion sur le texte à examiner, de désigner le(s)quel(s) de ses membres siègera(ont) à la commission *ad hoc*. La liste de ceux-ci est publiée au *Feuilleton*.

Chaque commission *ad hoc* est saisie d'un projet ou d'une proposition de loi déterminé. Dès la première réunion, la commission nomme son bureau, composé d'un président et d'un secrétaire. Le rapporteur n'est désigné qu'à la fin des travaux de la commission, avant l'examen en séance publique. On constate toutefois que d'autres projets de loi à examiner peuvent lui être renvoyés, dès lors que leur objet est proche.

Sont ici présentés les travaux des commissions *ad hoc* dont le sujet est directement lié à la Première Guerre mondiale¹.

INVENTAIRE

124S 1702	Commission chargée de l'examen de la proposition de loi concernant les allocations aux familles des mobilisés : procès-verbaux.	1915-1916
124S 1706	Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage : procès-verbaux.	1915-1916

¹ La numérisation n'a pas concerné les travaux de toutes les commissions *ad hoc*, certaines ayant très peu débattu. Se reporter à l'instrument de recherche *Procès-verbaux des commissions de la IIIème République. Tome 1 : Bureaux (1876-1940), Commissions (1876-1920)*, Archives du Sénat, 2012.

- 124S 1723** Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. JENOUVRIER et un grand nombre de ses collègues ayant pour objet la confiscation des biens des Français qui, pour se soustraire à leurs obligations militaires pendant la présente guerre, se sont enfuis à l'étranger ou y ont volontairement séjourné : procès-verbaux. **1916**
- 124S 1735** Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre : procès-verbaux. **1916**
- 124S 1742** Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Louis MARTIN et un grand nombre de ses collègues tendant à la création dans chaque localité d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un Livre d'or des municipalités françaises : procès-verbaux. **1916-1919**
- 124S 1779** Commission chargée de l'examen du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service : procès-verbaux. **1918-1921**
- 124S 1802** Commission pour l'examen de la proposition de loi de M. OURNAC et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires : procès-verbaux. **1919**
- 124S 1734, 1920-1922** Commission chargée de l'examen du projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre : procès-verbaux. **1916-1921**

124S 1734 : 25 mai 1916 : constitution du bureau.

5 juin 1916 : exposé de M. CHERON ; étude du texte voté par la Chambre des députés.

9 juin 1916 : examen des articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5.

13 juin 1916 : vote de l'article 3, examen des articles 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

14 juin 1916 : vote de l'article 8, examen des articles 10 à 15.

15 juin 1916 : suite de l'article 15.

17 juin 1916 : examen des articles 16 à 20.

19 juin 1916 : examen des articles 21 à 28.

124S 1920 : 22 mars 1917 : nomination.

3 avril 1917 : présentation du texte par M. CHERON (rapporteur).

23 mai 1917 : examen des articles 1^{er} à 22.

3 juillet 1917 : modification des articles 1^{er} et 20.

16 juillet 1917 : examen du texte de la Chambre des députés et des articles 1^{er} à 61, à l'exception des articles du titre II.

18 juillet 1917 : examen du titre II.

20 juillet 1917 : amendements sur les articles 28, 29, 55.

21 juillet 1917 : réunion des commissions des deux chambres.
 1^{er} août 1917 : modification de l'article 29 ; rapport de M. CHERON.
 5 décembre 1917 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux).
 22 février 1917 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux).
 27 février 1918 : adoption du texte voté par la Chambre des députés.
 Projet de loi autorisant le Gouvernement à proroger par décret les baux venant à échéance avant le 15 octobre 1918, et complétant les articles 44, 49 et 64 de la loi du 9 mars 1918 relative aux baux à loyers : procès-verbaux.
 23 juillet 1918 : exposé de M. CHERON.
 29 juillet 1918 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux), puis de M. BAILRY (président de la chambre des huissiers de Paris).
 2 août 1918 : interrogation sur l'opportunité de légiférer à nouveau sur la question des loyers.
 15 novembre 1918 : PPL modifiant la loi du 9 avril 1918 sur les loyers.

124S 1921 : 17 décembre 1918 : PPL de M. LHOPITEAU relative à la création d'une Caisse mutuelle des loyers.
 27 décembre 1918 : PPL de M. LHOPITEAU relative à la création d'une Caisse mutuelle des loyers.
 6 février 1919 : PJL complétant l'article 64 de la loi du 9 mars 1918 (application de la loi à l'Algérie) ; PPL relative au congé dans les baux à ferme sans durée limitée ; décret du 3 février 1919 relatif aux baux ruraux.
 18 mars 1919 : PJL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.
 26 mars 1919 : PPL assurant au locataire commerçant le droit de se maintenir dans le local occupé par lui contre le gré de son propriétaire
 4 avril 1919 : PJL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.
 11 avril 1919 : PPL relative au congé dans les baux à ferme sans durée limitée ; PJL sur la situation des acquéreurs d'habitation à bon marché par termes échelonnés ; application de la loi du 19 mars 1919.
 14 avril 1919 : PJL relatif à la situation des habitations à bon marché ; rapport de M. DELONCLE sur le PJL sur la situation des acquéreurs d'habitation à bon marché par termes échelonnés.
 22 mai 1919 : nomination ; PJL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.
 25 juin 1919 : PJL réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par fait de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies.
 9 juillet 1919 : PPL prorogeant les baux et les locations verbales conclus entre le 1^{er} août 1914 et le 9 mars 1918.
 18 juillet 1919 : audition de M. Louis NAIL (Garde des Sceaux).
 22 juillet 1919 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.

124S 1922 : 6 août 1919 : PPL prorogeant les baux et les locations verbales conclus entre le 1^{er} août 1914 et le 9 mars 1918 ; PJL à la spéculation illicite sur les loyers.
 11 septembre 1919 : PPL relative au congé dans les baux à ferme sans durée limitée ; PPL relative à la propriété commerciale.
 15 octobre 1919 : PPL prorogeant les baux et les locations verbales conclus entre le 1^{er} août 1914 et le 9 mars 1918 ; PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914 ; PPL sur les baux à usage de sociétés sportives ; PPL sur la propriété commerciale.
 16 février 1920 : nomination ; PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 27 février 1920 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 11 mars 1920 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 15 mars 1920 : PPL sur la propriété commerciale.
 19 mars 1920 : PJL relatif à la création d'une commission supérieure de cassation.
 23 mars 1920 : PPL sur la prorogation des baux conclus après le 1^{er} août 1914.
 16 avril 1920 : PJL sur la création de services municipaux de logements vacants.
 20 avril 1920 : PJL sur la création de services municipaux de logements vacants.
 2 juin 1920 : nomination ; PPL sur les baux à usage de sociétés sportives ; PPL sur la

propriété commerciale.

10 juin 1920 : discussion sur les déclarations du Garde des Sceaux relatives à des prorogations nouvelles ; PPL modifiant l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919.

22 juin 1920 : rapport de M. MORAND sur la propriété commerciale.

26 juillet 1920 : PPL relatif à la prorogation des baux ; PPL relatif à la création d'une commission supérieure de cassation.

29 juillet 1920 : PPL relatives aux baux des horticulteurs.

26 novembre 1920 : PPL relative à la propriété commerciale.

20 novembre 1920 : PPL modifiant l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919 ; PPL sur les baux à usage de sociétés sportives ; PPL modifiant l'article 57 de la loi du 9 mars 1918 ; PPL relative à la taxation des loyers.

2 décembre 1920 : audition de M. ISAAC (ministre du commerce) sur les diverses PPL en cours.

17 décembre 1920 : PPL relatif aux cessionnaires et sous-locataires ;

23 décembre 1920 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

31 décembre 1920 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

12 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

14 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

20 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

27 janvier 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi ; PPL modifiant l'article 57 de la loi du 9 mars 1918.

17 février 1921 : PPL sur le maintien en jouissance des locataires de bonne foi.

124S 1464-1465

Commission chargée de l'examen du projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes, séances : procès-verbaux.

1916-1920

124S 1464 : 1^{er} décembre 1916 : audition de M. VIVIANI (Garde des Sceaux) sur le PPL relatif aux insoumissions et aux désertions ; exposé de M. FLANDIN sur son amendement.

8 décembre 1916 : examen du PPL sur les insoumissions et les désertions ; audition de MM. VIVIANI (Garde des Sceaux), CHERON, BEPMALE et PERES sur le PPL et le mécanisme de la confiscation des biens.

12 décembre 1916 : exposé de M. RICHARD sur ses rapports relatifs au PPL.

19 décembre 1916 : examen des amendements déposés sur le PPL.

124S 1465 : 19 décembre 1916 : suite de l'examen des amendements déposés sur le PPL relatif aux déserteurs et insoumis.

11 janvier 1917 : audition de MM. BESNARD (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) et MATTER (directeur de la justice militaire) sur la PPL de M. Paul MEUNIER tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire.

28 mars 1917 : désignation.

28 juin 1917 : communication de M. FLANDIN sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire ; examen de cette PPL.

1^{er} juillet 1917 : examen du PPL modifiant la composition des conseils de guerre maritimes

4 octobre 1917 : lecture du rapport de M. FLANDIN sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire et audition de M. MATTER sur cette même PPL.

10 octobre 1917 : audition de MM. CHAUMET (ministre de la marine), MASSE (sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre) et MATTER sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire ainsi que sur le PPL relatif aux déserteurs et insoumis.

26 octobre 1917 : rapport de M. FLANDIN sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire.

13 mars 1918 : examen des amendements déposés sur la PPL tendant à modifier

plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire ; exposé de M. RICHARD sur la PPL tendant à renforcer la législation en matière d'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de guerre.

17 mai 1918 : rectification d'une erreur matérielle ; examen du PJJ sur la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

23 mai 1918 : audition de M. IGNACE sur le PJJ relatif à la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

31 mai 1918 : rapport de M. FLANDIN sur le PJJ relatif la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ; rapport de M. RICHARD sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

11 juin 1918, examen de la PPL de M. BOKANOWSKI sur l'amnistie pour action d'éclat.

12 juin 1918 : audition de M. NAIL (Garde des Sceaux) sur la PPL relative à l'amnistie pour action d'éclat.

27 juin 1918 : discussion et audition de M. IGNACE (sous-secrétaire d'Etat de la justice militaire) sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis ainsi que sur la PPL tendant à modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire.

9 juillet 1918 : audition de M. IGNACE sur le PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

9 novembre, PJJ sur les crimes et délits des militaires et marins en état de désertion ; examen du PJJ sur la réhabilitation, en temps de guerre, des condamnés et des faillis, puis audition de M. IGNACE sur ce même PJJ.

17 décembre 1918 : suite de l'examen du PJJ relatif aux déserteurs et insoumis.

28 mars 1919 : PPL complétant la loi sur la réhabilitation des militaires.

16 juillet 1919 : communication de M. MEUNIER (député) sur le PJJ portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des tribunaux maritimes ; examen de la PPL tendant à modifier certains articles du code de justice militaire pour l'armée de terre.

27 mai 1920 : examen du PJJ relatif à l'extension aux colonies des dispositions de la loi du 14 novembre 1918 sur la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

23 juin 1920 : exposé de M. POULLE sur le PJJ modifiant divers articles du code de justice militaire pour l'armée de mer.

124S 1762-1964 Commission chargée de l'examen du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, séances : procès-verbaux.

1917-1919

124S 1762 : 9 février 1917, constitution du bureau.

13 février 1917, examen du PJJ sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

15 février 1917, audition de M. VIVIANI (Garde des Sceaux) sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

20 février 1917, audition d'une délégation du comité national d'action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

22 février 1917, audition de la fédération des associations départementales de sinistrés sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

23 février 1917, suite de l'examen du PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

1^{er}, 8 et 9 mars 1917, suite de l'examen du PJJ.

15 et 16 mars 1917, suite de l'examen du PJJ.

23 mars 1917, nomination d'un nouveau président ; constitution d'une délégation chargée d'aller constater les dévastations et les actes de cruauté ; suite de l'examen du PJJ.

28 mars 1917, compte rendu de la délégation.

29 mars 1917, communications diverses ; suite de l'examen du PJJ.

30 et 31 mars 1917, suite de l'examen du PJJ.

5 avril 1917, audition d'une délégation du Conseil municipal de Paris sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.

10 et 11 mai 1917, suite de l'examen du PJJ.

124 1763 : 20 juin 1917, audition de M. THIERRY (ministre des finances) sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.
21 juin 1917, suite de l'examen du PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.
22 et 26 juin 1917, suite de l'examen du PJJ.
6 juillet, 11 et 17 octobre 1917, suite de l'examen du PJJ.
6 décembre 1917, audition de M. KLOTZ (ministre des finances) sur le PJJ relatif à la réparation des dommages causés par les faits de guerre.
14 et 22 décembre 1917, suite de l'examen du PJJ.
28 novembre 1918, examen du PJJ modifiant la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par la loi la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre.
28 janvier 1919, suite de l'examen du PJJ modifiant la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par la loi la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre.
13 février 1919, suite de l'examen du PJJ.

124S 1764 : 13 février 1919, suite de l'examen du PJJ relatif aux dommages de guerre.
22 février, 25 mars, 12 et 14 avril 1919, suite de l'examen du PJJ.
18 octobre 1919, nomination.